

Respect des libertés et droits fondamentaux pour tous

Ce que l'on entend par là :

Nous voulons que l'Union européenne soit un espace de liberté et de justice, dans lequel les droits de chacun sont garantis, sans distinction d'origine, de sexe, de religion, d'âge ou d'orientation sexuelle. **Un espace dans lequel les violations de ces droits seraient enfin sanctionnées.**

Ce que nous avons obtenu :

- Nous nous sommes battus pour que la Commission européenne présente une directive ambitieuse visant à combattre les discriminations fondées sur l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la religion dans les domaines de l'emploi et de l'accès aux biens et services. Ce texte majeur vient compléter l'arsenal législatif déjà existant en matière de discriminations raciales et d'égalité hommes-femmes.
- Nous avons obtenu l'adoption d'une "loicadre" contre le racisme et la xénophobie, qui pénalise toute incitation publique à la violence et à la haine contre des personnes d'une couleur, d'une religion ou d'une ethnie différente.
- Nous avons fait pression sur le Conseil pour que la définition de l'incitation à commettre un acte terroriste soit encadrée par de solides garanties en matière de respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.
- Dans le domaine de la coopération judiciaire et policière, nous avons œuvré au renforcement de la protection des données personnelles, dans l'intérêt des citoyens européens.

Ce qu'a fait la droite : sacrifier la liberté sur l'autel de la sécurité :

- Dans le cadre de certaines décisions relatives à la lutte contre le terrorisme, elle a pris des positions à tendance islamophobe.
- Elle s'oppose systématiquement à l'octroi de droits aux couples homosexuels.
- Elle a adopté, tant en matière de coopération judiciaire et policière qu'en matière d'asile et d'immigration, une approche **sécuritaire**, accordant peu de place à la défense des libertés individuelles : utilisation excessive et sans contrôle démocratique de la biométrie (par exemple, prise des empreintes digitales des enfants à partir de 6 ans), soutien à la collecte et au transfert vers les Etats-Unis de données personnelles des passagers de vols transatlantiques, sans garantie en termes d'utilisation de ces données.
- L'UMP, le MODEM, le Nouveau centre et l'extrême droite ont **ensemble** fait échouer le 4ème rapport sur la citoyenneté dans l'UE, dans lequel il était prévu que les citoyens non européens résidant légalement depuis plus de 5 ans pouvaient acquérir le droit de vote aux élections locales et européennes.

Ce que nous proposons :

- L'harmonisation au niveau européen de garanties pour les droits de la défense dans la justice pénale (accès à un avocat, temps de la garde à vue, procédures d'appel...), y compris pour les personnes soupçonnées d'actes terroristes ;
- le développement de mesures concrètes permettant de passer des paroles aux actes, en matière d'accès des personnes les plus vulnérables (migrants, minorités ethniques telles que les Roms, personnes handicapées...) **à l'éducation, à l'emploi et à la formation, au logement ou encore aux soins de santé ;**
- pour toutes les questions touchant aux droits fondamentaux et aux libertés individuelles, la prise en compte des positions du Parlement européen, seule institution européenne élue directement par les citoyens, qui est donc la mieux à même de donner toute sa légitimité aux décisions qui affectent ces derniers dans leur vie quotidienne.